

PRÉFET DE L' AISNE

Direction régionale  
de l'environnement,  
de l'aménagement  
et du logement  
Hauts-de-France

Unité Départementale  
de l'Aisne - Équipe 3  
47 avenue de Paris  
02200 Soissons

Affaire suivie par :  
Betty Da Costa  
Tél. : 03 23 59 96 13  
Fax : 03 23 59 96 10

Soissons, le 05 OCT. 2016

Mél : [betty.da-costa@developpement-durable.gouv.fr](mailto:betty.da-costa@developpement-durable.gouv.fr)

Réf. : BDC/LVM16Li\_062

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement  
Demande de prolongation de la durée d'autorisation reçue le 07/03/2016 à la  
Préfecture de l'Aisne  
Carrière de craie de CHEVRESIS-MONCEAU

**PJ :** Relevé d'insuffisances du dossier.

Madame la Gérante,


Par l'envoi visé en objet, vous avez adressé à la Préfecture de l'Aisne une demande de prolongation de 15 ans de la durée d'autorisation concernant la carrière de craie de CHEVRESIS-MONCEAU

Après examen de votre dossier, il s'avère que l'absence de certaines pièces ou précisions ne me permet pas de statuer sur votre demande.

En conséquence, je vous invite à compléter votre dossier en prenant en compte les demandes et commentaires figurant en pièce jointe.

Je vous prie d'agréer, Madame la Gérante, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet, et par subdélégation  
La cheffe de l'Unité Départementale de  
l'Aisne



Caroline DOUCHEZ

Sarl LVM TP  
1 rue Montfourny

02100 SAINT-QUENTIN

**ANNEXE**  
**RELEVÉ DES INSUFFISANCES DU DOSSIER – DEMANDES DE PRECISIONS**

Vous avez estimé que la demande une prolongation d'exploitation se faisait à périmètre constant et que dans ces conditions, les garanties financières seront les mêmes qu'auparavant.

Or, s'agissant d'une nouvelle autorisation, il est nécessaire d'actualiser le montant de ces garanties en se référant aux textes opposables parus postérieurement à la première autorisation, soit à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009.

Dans ces conditions il vous est demandé de définir quelle doit être cette somme en fonction de l'état de la carrière actuel et projeté, ceci selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié « relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ».

Il vous est également demandé de remplacer en pièce 5 « ETUDE DES DANGERS », paragraphe 9.4.3 la phrase : « L'inspecteur des installations classées du JURA (02) » par « L'inspecteur des installations classées de l'**AISNE** (02) ».